



Pourquoi l'aide sociale est-elle un **ENJEU POUR LE SCFP?**

Dans le cadre du Congrès du SCFP-Ontario du printemps 2010, nous avons pris une mesure importante pour continuer à bâtir la solidarité avec nos alliés communautaires et à lutter contre la pauvreté en votant pour soutenir une résolution d'urgence pour appuyer et soutenir activement les campagnes pour augmenter les taux des prestations d'aide sociale et empêcher le gouvernement McGuinty de saper dans le programme de supplément alimentaire.

Les renseignements qui suivent aident à expliquer pourquoi l'augmentation des taux des prestations d'aide sociale est une préoccupation (ENGLISH : « issues » SHOULD BE SINGULAR) pour les travailleuses et travailleurs, en quoi elle concerne le gel des salaires proposé et d'autres attaques contre le secteur public, et ce qui peut être fait pour que nous puissions nous attaquer à ces préoccupations dans nos lieux de travail, nos sections locales et nos collectivités.

De nombreux membres du SCFP connaissent déjà les conséquences que les compressions ont eues sur les membres de nos collectivités parce que nous travaillons avec des gens qui vivent dans la pauvreté ou dont des membres de leur famille ou des amis comptent sur l'aide sociale. Cette campagne nous permettra de travailler ensemble pour rendre le changement nécessaire.

« En tant que membre du SCFP travaillant avec des clients sous le régime de la loi du programme existant Ontario au travail, je passe ma journée à régler des problèmes avec des clients pour obtenir et maintenir les nécessités fondamentales de l'existence : la nourriture et le logement. Le niveau de stress des clients est élevé et, en tant que gestionnaire de cas, il devient extrêmement difficile d'élaborer un plan de gestion des cas futurs et de faire le suivi avec un nuage de désespoir au-dessus de nos têtes. » - Une personne membre du SCFP

Qui paye pour la crise?

Le gouvernement libéral cible les personnes pauvres et les travailleuses et travailleurs

Dans le budget provincial de 2010, le gouvernement libéral a annoncé que l'allocation de régime alimentaire spécial serait éliminée. En plein marasme économique mondial, les Libéraux cherchent à diminuer leur déficit et à réduire les coûts. Alors que ce gouvernement enlève un avantage aux prestataires de l'aide sociale et qu'il cherche à imposer un gel des salaires au secteur public, il accorde 4,6 milliards de dollars en allègements fiscaux aux entreprises au cours des trois prochaines années! C'est plus qu'une question de 'financement' pour le secteur public – le gouvernement cherche à équilibrer le budget sur le dos des personnes les plus pauvres de cette province et à éroder notre secteur public.

Érosion des programmes d'aide sociale et de régime alimentaire spécial

En 1995, le gouvernement Harris a réduit les taux d'aide sociale (Ontario au travail) de 21,6 % et gelé les prestations aux personnes handicapées (Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées). Depuis leur arrivée au pouvoir en 2003, non seulement les Libéraux n'ont pas réussi à renverser les coupures faites par le gouvernement Harris, mais ils ont également permis que les taux continuent de baisser. Aujourd'hui, avec cette coupure initiale de 21,6 % et l'inflation des 16 dernières années, les taux sont approximativement 55 % sous le seuil où ils devraient être! Si les niveaux des prestations étaient rétablis à un niveau équivalent à celui du pouvoir d'application des ressources que nous avons en 1994, une personne célibataire du programme Ontario au travail recevrait un montant immédiat de 904 \$ par mois, plutôt que le montant misérable de 593 \$ reçu présentement. Personne ne peut survivre avec ces taux de misère; une personne qui reçoit 593 \$ ne peut pas se payer de logement, à plus forte raison la nourriture et les besoins essentiels.

Donc, alors que les taux d'aide sociale ont continué de diminuer, le seul outil qui était utilisé pour limiter ce fait était l'allocation de régime alimentaire spécial. Les personnes du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées étaient admissibles à cette prestation si un médecin, une infirmière praticienne ou une diététicienne remplissait une demande. Cela permettait aux gens de recevoir un peu plus d'argent sur leurs chèques mensuels, soit un montant pouvant aller jusqu'à 250 \$ par personne pour la nourriture. En 2005, la Coalition anti-pauvreté de l'Ontario (OCAP) a commencé à faire connaître cette prestation dans les communautés à faible revenu. Le ministère des Services sociaux et communautaires a fait tous les efforts possibles pour restreindre l'accès à l'allocation de régime alimentaire spécial. Cependant, les gens se sont organisés pour obtenir la prestation. Le programme est passé de 6 millions de dollars en prestations à 200 millions de dollars l'an dernier. Contrairement à ce que le ministère aimerait nous faire croire, l'augmentation spectaculaire du nombre de personnes qui ont accès à l'allocation de régime alimentaire spécial n'est pas une indication de fraude, c'est une indication d'un problème de famine et d'une crise imminente dans la santé dans cette province. Il y a de graves conséquences pour la santé lorsque les gens ne peuvent se permettre d'acheter des aliments sains et nutritifs, et lorsque des milliers de personnes vivent avec le stress énorme de faire vivre leur famille dans des circonstances extrêmement difficiles. La santé des personnes pauvres est mauvaise – c'est un fait que le gouvernement ignore à ses propres risques.

Dans le budget provincial du printemps 2010, le gouvernement McGuinty a annoncé l'élimination complète de l'allocation de régime alimentaire spécial. Les Libéraux ont maintenant fait un retour en arrière et affirmé qu'ils conserveront une partie de l'allocation de régime alimentaire spécial; cependant, le programme est complètement épuisé. Le nouveau système offrira des prestations à un moins grand nombre d'états pathologiques et les prestataires devront fournir leurs renseignements médicaux et seront confrontés à d'autres interventions radicales visant à empêcher l'accès à l'allocation. Dans la déclaration même des Libéraux au sujet de cette mesure, ils font référence au fait que 'bon nombre de personnes ne seront pas admissibles', et c'est un moyen pour 'respecter les contribuables'. La nouvelle allocation de régime alimentaire spécial entre en vigueur le 1^{er} avril 2011 et toutes les personnes qui ne sont pas admissibles en vertu du nouveau programme cesseront de recevoir leur allocation d'ici au 31 juillet. Cette perte de l'allocation de régime alimentaire spécial, jumelée aux taux d'aide sociale déjà inadéquats, intensifiera inévitablement la crise de la pauvreté en Ontario. Les Libéraux ont maintenant amorcé un examen d'une durée de 18 mois du système d'aide sociale qui se poursuivra après les prochaines élections provinciales de l'automne. Il est juste de dire que les personnes pauvres de l'Ontario sont les victimes d'un autre examen alors que les Libéraux n'ont pas réussi à prendre de mesures significatives contre la pauvreté jusqu'à maintenant.

La faim en Ontario :

Selon le rapport de 2009 sur la faim en Ontario intitulé **Ontario Hunger Report 2009: Living With Hunger** publié par l'Association des banques alimentaires de l'Ontario (Ontario Association of Food Banks) (OAFB) : le taux de chômage en hausse, les coûts pour les besoins essentiels en hausse et les soutiens gouvernementaux inadéquats ont obligé un nombre encore plus élevé d'Ontariennes et d'Ontariens à se tourner vers les banques alimentaires.

- Plus de 375 000 Ontariennes et Ontariens ont maintenant recours aux banques alimentaires chaque mois.
 - Un tiers (32 %) (ENGLISH : ADD «) » AFTER 32%) des personnes chefs de famille qui utilisent les banques alimentaires en Ontario occupent un emploi à temps partiel ou à temps plein ou se sont trouvé un emploi au cours des six derniers mois.
-

Résister aux coupures et aux concessions - Un tort causé à une personne est un tort causé à tous

L'attaque contre le régime alimentaire spécial n'est qu'une infime partie d'une importante vague de compressions qui s'attaque aux personnes pauvres et aux travailleuses et travailleurs dans le monde entier. Le Fonds monétaire international parle de vingt ans d'austérité dans le cadre de sa stratégie pour contrer la crise économique.

Bien que le gouvernement libéral réduise le revenu des personnes pauvres qui reçoivent des prestations d'aide sociale, il examine la possibilité d'imposer un gel des salaires aux travailleuses et travailleurs du secteur public. Dans un climat où il n'y a pas eu de reprise dans le secteur public et les services sociaux depuis l'ère des Conservateurs, nous savons que d'autres compressions seront très certainement dévastatrices. Pour les prestataires de l'aide sociale, ce sera une crise très grave.

Celles et ceux d'entre nous qui sont confrontés à cette attaque doivent travailler ensemble. Les personnes pauvres et sans emploi doivent rejeter la propagande qui fait des travailleuses et travailleurs du secteur public des boucs émissaires. Ils doivent comprendre que les attaques contre ces travailleuses et travailleurs font partie de l'attaque contre les services que ces personnes offrent. En même temps, les travailleuses et travailleurs syndiqués doivent aider les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale à lutter pour un revenu décent et viable. Les travailleuses et travailleurs et les syndicats devraient aider les personnes pauvres alors qu'elles s'organisent pour contester les compressions dans les services essentiels et pour obtenir des taux d'aide sociale décents. Les personnes pauvres et les travailleuses et travailleurs du secteur public ont toutes les raisons de travailler ensemble en tant qu'alliés dans la même lutte.

En ce moment, une personne sur six en Ontario travaille au salaire minimum ou près du salaire minimum. Parallèlement, l'écart entre les taux d'aide sociale et le salaire minimum est plus grand qu'il ne l'a jamais été.

Pour assurer qu'il y ait autant et plus de travailleuses et travailleurs à faible revenu, il est vital d'éliminer un programme comme l'allocation de régime alimentaire spécial qui réduit la vulnérabilité et le désespoir (ARE YOU SURE THAT THIS SENTENCE IS OK IN ENGLISH? IF SO, NO CHANGES ARE NECESSARY TO THE ENGLISH). La solidarité avec les personnes pauvres qui reçoivent des prestations d'aide sociale n'est pas seulement une question de compassion. Les faibles taux des prestations d'aide sociale minent le pouvoir de négociation des personnes qui ont un emploi.

Pour les travailleuses et travailleurs syndiqués, appuyer le droit des personnes pauvres à un revenu décent est une question de solidarité, pas de charité. Les systèmes d'aide sociale ont vu le jour à la suite des 'lois sur les pauvres' du 19^e siècle. Dans cette tradition, ils offrent les revenus les moins élevés possibles dans des conditions qui sont aussi avilissantes qu'elles peuvent l'être. Bien qu'il soit nécessaire d'offrir une certaine forme d'aide aux personnes pauvres afin d'empêcher l'agitation sociale, les niveaux de prestations sont établis suffisamment bas pour forcer les personnes à accepter les pires emplois qui leur sont offerts. En Ontario, une personne sur six travaille maintenant au salaire minimum ou près du salaire minimum. Cette croissance de 'l'économie Walmart' n'aurait pu se produire sans une énorme réduction du pouvoir d'application des ressources de l'aide sociale. La lutte pour augmenter les taux d'aide sociale fait partie de la lutte pour défendre les salaires suffisants.

Nourriture et logement dans le budget des ménages recevant de l'aide sociale (ville de Toronto)	Ménage d'une personne, programme Ontario au travail	Ménage où il y a un seul parent avec deux enfants, programme Ontario au travail	Ménage d'une personne, Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)
Avantage financier ¹	560,00 \$	967,00 \$	999,00 \$
Prestations ou crédits supplémentaires ²	20,00 \$	698,00 \$	27,00 \$
Revenu mensuel total	580,00 \$	1 665,00 \$	1 026,00 \$
Frais de logement (Loyer mensuel moyen)	742,00 \$ (studio)	1 072,00 \$ (deux chambres)	742,00 \$ (studio)
Coût pour la nourriture (Basé sur la PAN de Toronto de 2008)	205,00 \$	432,00	205,00 \$

¹Aucun avantage financier autre que le programme Ontario au travail ou le POSPH.

²Les prestations ou crédits supplémentaires incluent les prestations pour enfants fédérales et provinciales ainsi que le crédit pour TPS (lorsqu'applicable). Pour plus d'information et de détails sur les calculs ci-dessus, veuillez visiter www.toronto.ca/health.

Ce que signifie la réduction à l'allocation de régime alimentaire spécial :

- ⇒ Les personnes pauvres perdent 200 millions de dollars pour la nourriture : tout le programme d'aide sociale sera réduit de 3 %.
- ⇒ Le gouvernement McGuinty a réduit les prestations d'aide sociale pour la troisième fois seulement de l'histoire de l'Ontario.
- ⇒ Nous verrons une augmentation rapide de l'itinérance, de la famine, des maladies et du désespoir.

Le SCFP et la campagne sur l'augmentation des taux des prestations—Que pouvez-vous faire?

Présentement, un comité travaille pour mettre sur pied cette campagne avec les membres du SCFP et les militantes et militants de la lutte contre la pauvreté de la Coalition anti-pauvreté de l'Ontario (OCAP). Nous avons élaboré un atelier « Former les formateurs » sur la campagne afin de donner aux membres les outils nécessaires pour participer et nous assistons à toutes les conférences sectorielles pour parler directement aux membres de cette campagne importante. Joignez-vous à la campagne! Voici des façons de le faire :

- Communiquez avec raisetheratescampaign@gmail.com / 416-925-6939 ou 416-299-9739, poste 255, pour joindre le comité sur l'augmentation des taux des prestations du SCFP.
- Invitez les membres du comité à venir s'adresser à votre section locale, caucus ou réunion sectorielle.
- Organisez un atelier « Former les formateurs ».
- Aidez à distribuer ce dépliant à vos membres.
- Devenez un soutien financier de la campagne sur l'augmentation des taux des prestations.
- Faites un don à la campagne à : 'Coalition anti-pauvreté de l'Ontario', 10, rue Britain, Toronto (Ontario) M5A 1R6.
- Apprenez-en davantage sur la prochaine **Journée d'action pour l'augmentation des taux des prestations du 1^{er} avril 2011**.